



PREFET DU DOUBS

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT FRANCHE-COMTÉ

*Unité territoriale Centre
Antenne de Besançon*

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE en application de
l'article L.171-8 du CE (non respect de
prescriptions techniques)**

**SOCIÉTÉ VALEST
25680 CUBRY**

AP – 2013 – 344 0008 - DREAL

LE PRÉFET,

**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU

- le Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8.
- l'annexe de l'article R.511-9 dudit code, portant nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-198-0020 du 17 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6061 du 19 novembre 1998 qui a renforcé les conditions d'exploitation et a acté le changement d'exploitant entre la SA KLEBER et la société VALEST ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1778 du 10 avril 2003 qui impose une alarme en cas de dépassement du niveau de lixiviats fixé à l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 1998 ;
- le rapport de l'Inspecteur de l'Environnement du 16 septembre 2013 relatant le non respect des prescriptions correspondantes des arrêtés susvisés ;
- le courrier du 16 septembre 2013 transmettant à l'exploitant le rapport susvisé et l'informant des suites envisagées à son encontre ;
- les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 octobre 2013 ;
- l'avis et les propositions de l'Inspection de l'Environnement en date du 16 septembre 2013 ;

CONSIDERANT

- que lors de la visite en date du 14 août 2013 et de l'examen de la situation administrative, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - absence de dispositif d'alerte tel que mentionné dans l'arrêté n° 1178 du 10 avril 2003,
 - absence de contrôle mensuel dans les puits de la fluctuation des lixiviats tel que mentionné à l'article 3 de l'arrêté n° 6061 du 19 novembre 1998.
- que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

Adresse postale : 8 bis, rue Charles Nodier – 25035 BESANÇON CEDEX - STANDARD TEL : 03.81.25.10.00 – Fax : 03.81.83.21.82

- que ces constats constituent un manquement aux dispositions :
 - de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2003-1004 -1178 du 10 avril 2003 susvisé ;
 - de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°6061 du 19 novembre 1998 susvisé ;
- que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société VALEST ONYX de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code précité ;
- que la réponse de l'exploitant par courrier du 17 octobre 2013 montre que le suivi du niveau des lixiviats dans les puits implantés dans le massif de déchets, n'a pas été effectué. Seul le puits de relevage des lixiviats fait l'objet d'un suivi.

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté,

ARRÊTE

ARTICLE 1.

La Société VALEST / ONYX EST est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CUBRY, de satisfaire aux prescriptions:

de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2003-1004 -1178 du 10 avril 2003 susvisé et, à cet effet dans un délai de 3 mois de mettre en place le dispositif d'alerte.

de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°6061 du 19 novembre 1998 susvisé et, à cet effet dans un délai de 1 mois de relever mensuellement le niveau de lixiviat dans les 3 puits.

ARTICLE 2 -

Si au terme des délais fixés à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 susvisé, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 -

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Besançon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société VALEST / ONYX EST à CUBRY.
Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du Maire de CUBRY.

ARTICLE 5 -

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ainsi que le Maire de CUBRY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- à M. le Maire de CUBRY.

Besançon, le 10 DEC. 2013
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional,

L'Adjoint du Directeur Régional

Patrick SEAC'H

